

GEVREY-NUITS

En colère, les parents d'élèves ont fait entendre leur voix



“ Nous devons passer à l'action afin que les élus et le public prennent conscience de nos difficultés. ”

Émilie Guillemin, représentante du collectif de parents d'élèves

Mardi soir, juste avant le début de la réunion du conseil communautaire de Gevrey-Nuits, de nombreux parents d'élèves du territoire ont manifesté contre les conditions d'accueil du périscolaire. Durant plus d'une heure, ils ont interpellé les élus.

Il y avait plus d'une centaine. En colère, les parents d'élèves du territoire de la communauté de communes de Gevrey-Chambertin et de Nuits-Saint-Georges se sont réunis, mardi, juste avant la tenue du conseil communautaire. Pancartes en main et sifflets à la bouche, ils ont fait entendre leur voix pour « dénoncer les conditions de garde de leurs enfants ».

En bloquant l'entrée des élus devant les portes de la salle des fêtes nocturne, ils ont tenté de discuter avec plusieurs d'entre eux et regretté « que le président de l'intercommunalité (Pascal Grappin, ndlr) soit entré discrètement à l'intérieur de la salle sans venir dialoguer directement avec [eux] » (lire par ailleurs).

La manifestation s'est déroulée en réaction à la réduction des horaires d'accueil du périscolaire, l'augmentation des tarifs ou encore le manque de communication avec les instan-

ces. « Elle est le fruit d'une politique communautaire qui ne passe plus », ont lancé plusieurs membres du collectif de parents d'élèves regroupant les 23 écoles du territoire. « Nous avons dialogué et sommes prêts à continuer, mais les précédents rendez-vous n'ont rien donné. Nous devons passer à l'action afin que les élus et le public prennent conscience de nos difficultés », a souligné Émilie Guillemin, représentante du collectif, tandis qu'à ses côtés, une habitante de Nuits-Saint-Georges s'insurgeait contre l'augmentation des tarifs et des frais d'inscriptions. « Que le tarif de la cantine augmente peut éventuellement se comprendre, mais qu'on nous fasse payer 50 € pour des frais de dossiers liés aux inscriptions de nos enfants ne passe pas. Et que dire des 10 € de majoration si nous arrivons après 18 h 30 ? En travaillant à Dijon, nous faisons le plus vite possible. Les élus n'ont-ils jamais eu d'enfants à faire garder ? »

De nouvelles plages horaires qui ne passent pas

Pour Malaurie Schwinn, membre du collectif, l'autre grande difficulté concerne l'amplitude horaire qui a été réduite de manière brutale. « Oui, des enquê-



Près de cent parents se sont réunis mardi soir, accompagnés par leurs enfants, pour dénoncer les conditions d'accueil du périscolaire ainsi que les tarifs de ce service. Photo LBP/Ch. D.

tes ont été réalisées pour connaître le besoin des familles et la fréquentation, mais celles-ci ont été faites en période Covid, pendant la crise sanitaire. La fréquentation était donc biaisée et ne correspondait pas à la réalité », justifie-t-elle. Pascal, un père d'élève, illustre ainsi la situation : « J'ai dû demander à mon employeur de partir plus tôt, car en venant de Dijon, c'est impossible pour moi d'arriver avant 18 h 45, surtout avec les bouchons de fin de journée ».

Un service fermé à Saulon-la-Chapelle

« Nous avons l'impression d'être pris pour des pigeons, juste bons à payer. On ne sait pas où vont aller nos enfants, comment ils vont être gardés. Nous n'avons pas de visibilité », lance, désespérée, une mère de fa-

REPÈRE

■ Les principales revendications du collectif

Le collectif regroupe des parents d'élèves issus des 23 écoles du territoire de Gevrey-Nuits et a pour objectif de représenter les 1 800 familles du secteur dont les enfants doivent être gardés. Les principales revendications sont la création d'un espace de concertation entre les élus et les parents ; le soutien des familles et de l'emploi avec une prise en compte des contraintes des parents qui travaillent (amplitude horaire, ouverture des centres périphériques) ; la communication du calendrier de l'année scolaire dès l'inscription ; un meilleur accès pour tous avec une limitation des hausses de tarifs, mais aussi la prise en compte des contraintes liées aux inscriptions.

mille du côté du sud dijonnais. « Nous habitons à Saulon-la-Chapelle. Jeudi soir, nous avons appris que le périscolaire, matin et soir, allait être fermé jusqu'à, au moins, lundi. Comment faire avec nos enfants alors que nous travaillons ? Ce n'est pas possible. On nous a déjà réduit les horaires et maintenant, c'est fermé faute de personnel. Je ne

sais plus comment réagir », termine amèrement une mère de deux petits garçons âgés 3 et 7 ans, tandis qu'un peu plus loin, un père d'élève veut rappeler : « Il s'agit d'un service public. Nous le payons avec nos impôts et là, nous n'avons rien du tout, aucune écoute, aucun moyen de nous retourner ».

Charlotte DELEY

« Nous devons diminuer nos dépenses »

« Nous sommes dans la situation d'une famille qui a plus de dépenses que de recettes », a répondu, mardi soir, Pascal Grappin aux élus qui l'interrogeaient sur les difficultés rencontrées par les parents d'élèves du territoire. Contacté mercredi, le président de l'intercommunalité a précisé : « Nous devons être responsables et préserver l'avenir. Nous devons diminuer nos dépenses. Nous n'avons pas le choix, il nous faut trouver de l'argent là où il est possible de glaner des économies ». Plus de 2 millions d'euros de déficit Avec un déficit global de 197 774 € au niveau du budget général de 2020, l'intercommunalité s'est ainsi donné pour objectif de rééquilibrer ses comptes. Dans le détail, rien qu'au niveau du secteur enfance-jeunesse, l'année dernière, « ce sont plus de quatre millions d'euros qui ont été mis sur la table alors que nous n'avons encaissé qu'1,7 million de recettes (subventions de la Caisse d'allocations familiales et contributions des familles, ndlr). Cela a engendré un déficit de 2,3 millions d'euros

environ. C'est le plus lourd de la communauté de communes. Il nous faut donc trouver des solutions dans ce secteur, d'où, par exemple, le choix des réductions horaires de 7 heures à 7 h 30 le matin et de 19 heures à 18 h 30 en fin de journée, ainsi que les frais pour les dossiers d'inscriptions. Je rappelle également que, depuis trois ans, le prix des facturations n'avait pas bougé ».

Une rencontre avec les parents

Pour l'élu, si la situation est difficile, le dialogue avec les parents d'élèves ne doit pas pour autant être rompu et « deux dates pour les rencontrer, en octobre, viennent de leur être proposées ». Mardi soir, « nous avons proposé une rencontre, mais l'heure était à la manifestation. Désormais, nous allons continuer de discuter. J'ai aussi demandé aux services d'être vigilants, notamment sur les horaires de sortie », a-t-il souligné, rappelant avoir déjà reçu « quatre fois les représentants du collectif de parents sur ces problématiques ».

CONSUMER LOCAL, C'EST IDÉAL !

GRAND JEU OBJECTIF COMMERCE

Du 1^{er} au 16 octobre 2021

Plus de 5 000 € de bons d'achat et 4 chèques-cadeaux « Prestige » à gagner

Inscrivez-vous sur www.gevreynuits-commerces.com

Une opération organisée par

Avec le soutien de